DES FAMILLES RURALES CONFRONTÉES À LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES OASIS D'ASIE CENTRALE

Héritage soviétique et nouveaux défis

Tommaso Trevisani

Introduction

Cet article reprend, en la synthétisant, une recherche ethnographique déjà publiée, menée de 2003 à 2017 auprès d'agriculteurs et de communautés rurales demeurant sur ce qui était autrefois les immenses terrains agricoles collectifs où l'on cultivait coton et céréales (blé et riz), au sud du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan (Trevisani 2011, 2022, 2023 ; Samakov 2024). À l'époque de l'Union soviétique, les zones irriguées du sud de l'Asie centrale s'étendaient sur une grande échelle et les pratiques agro-industrielles étaient en vigueur dans des fermes collectives de grande taille (kolkhozes et sovkhozes) spécialisées dans le coton ou les cultures céréalières. Dans la foulée de l'effondrement soviétique, ces deux pays nouvellement indépendants se lancèrent dans des séries de réformes divergentes (Pomfret 2019) : l'Ouzbékistan maintint ses quotas de production régis par l'État sur le coton et le blé, tandis que le Kazakhstan s'ouvrait aux politiques de dérégulation du marché. Toutefois, les fermiers ordinaires étaient confrontés à des problèmes similaires. Dans les deux pays, la désagrégation de l'agriculture soviétique, en raison de la décollectivisation et de la privatisation, a appauvri et désavantagé les gens des campagnes. Avec le temps, les deux pays se sont trouvés face à un considérable appauvrissement des sols dû aux conséquences environnementales de pratiques agricoles pensées sur le court terme. Une mauvaise gestion de l'eau, des infrastructures agricoles négligées, de même qu'une absence de mesures d'amendement de la terre ressortent comme facteurs essentiels de l'accentuation de la dégradation environnementale (Bichsel 2012 ; Zinzani 2015 ; Martius et Lamers 2016). Les problèmes environnementaux se multipliant et se présentant de plus en plus au premier plan, nos intérêts de recherche concernant l'agriculture post-collectiviste sont passés des questions d'économie politique à des approches politiques davantage tournées vers l'écologie. Cet article se concentre sur le rôle des liens de parenté dans les fermes familiales d'Asie centrale où les changements environnementaux modifient l'agriculture irriguée. Dans les fermes familiales des localités observées (Trevisani 2023 ; Samakov 2024), on déplorait la diminution des récoltes, due en

particulier à la baisse des ressources en eau disponibles pour l'irrigation et à la dégradation croissante des terres agricoles causée par une salinisation secondaire des sols (entraînée par une absence de drainage et une irrigation inappropriée). Même s'il ne s'agit pas là des seuls symptômes d'une accélération du changement environnemental en Asie centrale (voir Mirzabaev *et al.* 2016), ce sont ceux qui ont le plus d'incidence et qui sont les plus présents à l'esprit des fermiers dans les régions à l'étude. Ces problèmes sont encore aggravés par le décalage entre les infrastructures mises en place à l'époque soviétique pour répondre aux exigences des exploitations agricoles à grande échelle, et les capacités et besoins des fermes familiales individuelles à petite échelle qui sont apparues à mesure que l'agriculture se « décollectivisait ». Dans les oasis cotonnières d'Asie centrale, la famille et les réseaux de parenté sont incontournables dans la détermination des droits de propriété, de la gestion des fermes et de l'accès au travail (Kandiyoti 2003 ; Trevisani 2011 ; Zanca 2011 ; Hofman 2019). Même si les disparités régionales en ce qui concerne la législation et les régimes de propriété, les libertés des agriculteurs, et l'ingérence des autorités étatiques locales au niveau des exploitations sont considérables à travers les oasis de l'Asie centrale, les récoltes demeurent produites principalement par des fermes de dimension familiale qui se sont établies après la disparition des grandes fermes collectives. L'agriculture familiale à petite échelle continue d'y jouer un rôle central et de s'appuyer sur des réciprocités et des solidarités de parenté pour sa gestion et sa réalisation. Comment les fermes familiales naviguent-elles entre les contraintes économiques et environnementales, et quel effet cela a-t-il sur les liens de parenté ?

Les questions qui alimentent ces débats visent à déterminer si les exploitations familiales sont fragilisées par des transformations environnementales néfastes ou si elles sont mieux adaptées aux changements environnementaux, si elles les aggravent ou si elles parviennent à s'y adapter. Considérant le scénario selon lequel le changement environnemental peut affecter leurs moyens de subsistance, comment les familles rurales s'en sortent-elles et quels sont leurs chances et leurs espoirs ? Les données portant sur l'Asie centrale montrent la résilience des liens familiaux et le fait que, pour la plupart des entreprises de petite taille, la famille et la parenté constituent la ressource la plus précieuse pour leur subsistance et la viabilité de l'agriculture, et qu'elles s'avèrent essentielles pour affronter les difficultés à venir du fait de l'accélération du changement environnemental (Freedman et Neuzil 2016) : raréfaction de l'eau, élévation des températures, moindre biodiversité et fertilité de la terre, et la menace que tout cela représente pour l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux.

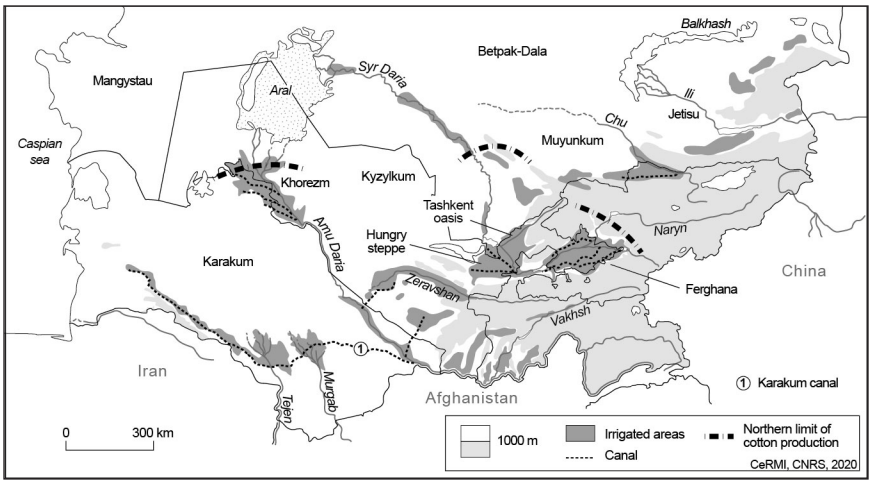


Fig. 1 — ***Carte des oasis d'Asie centrale*****. Source : Julien Thorez, 2013.**

Entre les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria

Pendant des millénaires, le paysage de l'antique Transoxiane a été modelé, à l'échelle humaine, par des mains qui ont construit des systèmes d'irrigation d'assez grande taille pour détourner les eaux des fleuves Amou-Daria et Syr-Daria vers les terres arides, afin de les cultiver. Sous l'État soviétique, la superficie irriguée s'est agrandie de façon exponentielle et non soutenable afin de faire de l'Asie centrale le principal producteur de coton de l'Union soviétique (voir Fig. 1). Dans le seul Ouzbékistan, la production de coton brut dépassait officiellement les six millions de tonnes par an au début des années 1980. La « cotonisation » (Khalid 2021 : 318) des républiques soviétiques d'Asie centrale, imposée par la politique cotonnière soviétique, a eu de grandes conséquences sur l'économie, la société, la culture et la politique de ces républiques. Celles-ci se sont perçues comme les principales productrices[1] de l'économie soviétique de façon proactive et ambiguë à la fois. Les élites républicaines et urbaines bénéficiaient grandement de la politique du coton, mais ses conséquences sociales et environnementales furent sévères, en particulier dans les régions rurales. L'assèchement quasi total de la mer d'Aral, provoqué, à partir des années 1960, par le déclin du volume des cours d'eau tributaires, en fut la conséquence environnementale la plus connue et la plus spectaculaire, illustrant l'ampleur de l'échec de la politique cotonnière soviétique (Rumer 1989 ; Létolle et Mainguet 1996 ; Micklin, Aladin et Plotnikov 2014).

1. L'Ouzbékistan était le plus gros producteur, mais toutes les autres républiques renfermaient des zones de grande taille propices à la production du coton. À la fin des années 1970, le coton représentait 65 % de l'ensemble de la production économique, 60 % des zones irriguées et 40 % de la force de travail de l'Ouzbékistan soviétique (Cucciolla 2024 : 164). La limite septentrionale de la culture du coton est visible sur la carte (voir Fig. 1).

Antérieurement à l'instauration du régime soviétique, on cultivait déjà une variété locale de coton sur des terres artificiellement irriguées en Asie centrale. Ce n'est que sous le gouvernorat général tsariste du Turkestan, et après l'introduction de la variété américaine du coton à longues fibres, que le coton devint la culture principale dans les zones irriguées (Khalid 2021 : 103). Les musulmans turciques et tadjiks (iraniens), habitants sédentaires des oasis, pratiquaient traditionnellement l'agriculture par irrigation et cultivaient le coton dans leurs fermes familiales (voir Fig. 2). Ils avaient volontairement adopté cette culture attractive sur le plan économique, tandis que les liens ferroviaires nouvellement établis avec la Russie facilitaient l'exportation du coton, permettant un revenu monétaire qui alimenta un véritable boom cotonnier (Morrison 2022 : 114-115). Les autorités coloniales entérinèrent les droits des communautés agricoles sédentaires sur les terres qu'elles utilisaient déjà ; leur politique consista essentiellement à étendre la culture du coton, à agrandir les systèmes d'irrigation et à offrir les terres non cultivées antérieurement à des colons venus de Russie (Matley 1994 [1967] ; Conen 1996). La production de coton connut un bref arrêt lors des années tumultueuses des débuts de la période révolutionnaire, pour être rapidement reprise par des familles paysannes musulmanes, jusqu'à ce qu'une politique de collectivisation obligatoire impose une agriculture à grande échelle sur des parcelles plus vastes, remplaçant l'organisation familiale du travail agricole par une organisation *top-down* en brigades de production salariées et disciplinées. À la suite de ces politiques, en Asie centrale comme partout ailleurs en Union soviétique, toutes les terres furent détenues soit collectivement, soit par l'État, c'est-à-dire sous forme de kolkhozes (fermes collectives), ou plus tard également sous forme de sovkhozes (fermes d'État). La création, en 1932, de passeports locaux pour les paysans (Kamp et Pianciola 2022) puis l'introduction du système de la *propiska*, mentionnant le lieu de résidence sur le passeport local (empêchant ainsi les villageois de quitter les kolkhozes, où le travail du coton peu mécanisé était exténuant), assurèrent un contrôle étroit des mouvements de la population rurale et le maintien sur place d'une main-d'œuvre abondante dans des régions entièrement spécialisées dans la culture du coton.

De pair avec la collectivisation, l'Union soviétique reprit, en les agrandissant, les plans d'irrigation de la période coloniale (Peterson 2019). Sous le régime soviétique, la production de coton dans les zones irriguées de l'ancien Turkestan — c'est-à-dire, depuis les délimitations nationales de 1924 à 1936, les Républiques socialistes soviétiques d'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Tadjikistan et, dans une moindre mesure, les Républiques socialistes soviétiques du Kazakhstan et du Kirghizistan — a augmenté en même temps que se développaient de gigantesques systèmes d'irrigation. Après la Seconde Guerre mondiale, la production de coton, les surfaces irriguées et les populations rurales d'Asie centrale ont crû fortement (les dernières davantage en raison des plus forts taux de croissance démographique de la population musulmane qu'en raison de l'immigration de travailleurs venus des régions européennes de

l'Union soviétique). Dans la course à l'atteinte des objectifs de production, et à l'augmentation de ceux-ci, les sols stériles furent également amendés et irrigués. Avec le temps, cependant, le contrôle répressif de l'État soviétique s'affaiblit et l'absence d'intérêt des administrateurs locaux pour l'économie entraîna un laisser-aller dans la planification et la mise en œuvre des mesures d'irrigation. Les canaux d'irrigation ne furent plus pavés ni couverts, ce qui provoqua de grandes déperditions lors de l'acheminement de l'eau. La veille technique des systèmes de drainage fut négligée. Dans les fermes, on traitait à la légère la gestion de l'eau et des intrants chimiques. Tout ceci a causé, depuis le début des années 1970, une diminution des rendements à l'hectare, une dégradation des terres arables, une salinisation des sols provoquée par l'irrigation et une pollution de l'eau à une échelle jamais vue auparavant (Conen 1996 ; Khalid 2021).



Fig. 2 — ***Travailleurs « autochtones » dans un champ de coton, à l'époque de la photographie coloniale.*** **Source : « Okuchivaniie khlopka tuzemtsami » [Autochtones butant des plants de coton]. Photographie tirée de l'ouvrage de V. F. Karavaev,** ***Golodnaia step v ieia proshlom i nastoiashchem*****, 1914 (image 103, p. 217).**

Les fermes cotonnières et l'expansion des oasis densément habitées et intensivement cultivées constituent le legs durable de l'Union soviétique à l'Asie centrale. La politique cotonnière soviétique a radicalement transformé les campagnes. Les politiques de collectivisation coercitives et l'obligation venue d'en haut d'atteindre des quotas ont affecté les communautés rurales

et leurs façons de cultiver la terre. Des investissements considérables et la mobilisation de la main-d'œuvre et des ressources ont transformé la démographie et l'environnement. Une infrastructure sophistiquée de cultures et d'irrigation à forte consommation d'énergie, conçue pour l'agriculture intensive, avait été mise en place, de pair avec des politiques sociales généreuses et des aides sociales globales censées élever le niveau de vie rural. Cependant, même si les paysans du régime soviétique avaient été transformés en ouvriers agricoles salariés, et que les sociétés rurales traditionnelles avaient changé au plus haut point, le « grand récit » de l'utopie cotonnière soviétique avait dès sa mise en œuvre été entravé par une crise. Sa promesse d'apporter le développement et la modernité socialistes dans les régions rurales reculées et sous-développées en y établissant la monoculture du coton ne fut jamais pleinement remplie (Bichsel 2012 ; Teichmann 2016 ; Obertreis 2017). À la fin de l'Union soviétique, les problèmes causés par la culture du coton étaient multiples : usage excessif de polluants chimiques ruinant l'agriculture, gestion négligente des fermes collectives, gaspillage de l'eau et façon non viable de l'utiliser, fixation sur le coton comme culture unique (ou plus importante). Les forts taux de produits chimiques et de pesticides causèrent plusieurs problèmes de santé, dont des maladies fréquentes et des malformations à la naissance (Khalid 2021 : 330 ; Cucciolla 2024 : 222-232). Devant les millions de gens contraints au travail agricole, y compris les enfants des écoles, en particulier au moment de la cueillette du coton, des critiques furent formulées localement, comparant le travail du coton à une forme d'esclavage, et la politique cotonnière soviétique à un modèle agraire colonial (Rumer 1989).

À la fin de l'Union soviétique, les États nouvellement indépendants héritèrent des fermes cotonnières et de leurs problèmes. Les familles rurales durent se débrouiller dans des campagnes en déclin (Zanca 2011) dans lesquelles la santé, les niveaux de vie et l'économie étaient défaillants. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'exode rural, en raison de l'attachement des membres des kolkhozes à leur maison et à leurs petits lopins de terre, et, dans certaines parties d'Asie centrale, plus particulièrement en Ouzbékistan, en raison de la perpétuation des entraves à la libre circulation de l'époque soviétique avec le maintien du système d'enregistrement du lieu de résidence (la *propiska*), travail et lieu de résidence conditionnant l'accès d'un foyer aux allocations sociales, aux soins de santé et aux autres droits essentiels (scolarité, délivrance de documents, etc.) (Turaeva 2022). La réforme des kolkhozes spécialisés dans la culture du coton s'est avérée particulièrement difficile. En Ouzbékistan, les fermes collectives ont été progressivement réformées en *shirkats* (sociétés par actions), puis démantelées au début des années 2000 ; dans le processus de décollectivisation, leurs terres (et leurs dettes) ont été transférées à des fermes entrepreneuriales de petite taille, devenant la propriété de ces familles rurales autrefois employées par les fermes collectives (Trevisani 2011). Au Kazakhstan, la décollectivisation s'est déroulée plus tôt, et certaines coopératives ont survécu, mais la plus grande partie du coton est désormais produite par les petites fermes

familiales (Trevisani 2023). Dans les deux cas, après des décennies d'agriculture collective soviétique à grande échelle, les fermes familiales à petite échelle sont réapparues en tant que forme dominante de la production agricole cotonnière. Cependant, les fermes familiales ont dû lutter contre des conditions précaires et affronter des problèmes économiques et environnementaux communs.

Relations de parenté dans les fermes cotonnières soviétiques

En Asie centrale, avant le régime soviétique, les familles paysannes musulmanes (ouzb. *dehqon*) étaient des familles étendues comprenant généralement plusieurs générations vivant dans un même foyer. Traditionnellement, elles s'organisaient sur le principe patrilinéaire et sous l'autorité du patriarche familial, qui prenait les décisions concernant l'usage des terres et le travail. Le régime de propriété individuelle de la terre existait, mais d'une part, le travail de la ferme engageait la famille et la parentèle, et, d'autre part, le partage des récoltes entre les grands propriétaires terriens et leurs métayers était courant. Les droits sur les terres agricoles et l'eau d'irrigation se conservaient et se transmettaient de génération en génération (Krader 1963 : 142). Les systèmes communs d'irrigation étaient intimement entrelacés à des réseaux de parenté et des institutions religieuses, exerçant une pression sociale et une obligation morale de devoir et de cohésion communautaire. Les droits traditionnels sur l'eau et la terre se fondaient sur des prescriptions dérivées de la *sharia* selon laquelle on faisait une distinction entre les terres arides non irriguées, d'usage libre, et la terre utilisable pour l'agriculture, dont la propriété et les droits d'usage étaient conditionnels au fait qu'elle fût cultivée faute de quoi elle revenait à l'État. L'eau de l'irrigation était considérée comme un don de Dieu et ne faisait pas l'objet de commerce. La distribution de l'eau et l'irrigation étaient gérées de façon communautaire sous la supervision d'un agent (*mirab*), tandis que la gestion des plus grands canaux relevait des attributions de fonctionnaires nommés par l'État. On exigeait des usagers des systèmes d'irrigation qu'ils contribuent à l'entretien de leurs infrastructures ; les impôts et l'organisation sociale étaient étroitement liés aux structures des communautés et à l'usage que celles-ci faisaient de l'eau.

Les premières politiques soviétiques visaient les familles patriarcales étendues, leurs coutumes, et les moyens de subsistance ruraux traditionnels. Toutefois, des agriculteurs ordinaires ont également été touchés : la labilité du distinguo entre riches et pauvres exploitants agricoles fut instrumentalisée pour mettre en œuvre la collectivisation (Kamp et Pianciola 2022). Les dotations religieuses et les lieux de culte ont été fermés. Le statut de la femme dans la société fut modifié par une politique d'émancipation forcée et d'interdiction du voile — ce qui pavait ainsi la voie à l'enrôlement des femmes dans la main-d'œuvre des usines et des champs de coton (Kamp 2006). Les campagnes menées contre la religion, les traditions et la classe des propriétaires terriens (*beys*) ciblaient les figures d'autorité traditionnelles, les chefs de famille élargie et les normes sociales conventionnelles. Après la « tempête » des répressions

stalinistes et les grands sacrifices exigés des fermiers pour soutenir l'effort de guerre durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Asie centrale connut des années plus paisibles, et ce type de famille traditionnelle et de formation communautaire allait regagner de l'intérêt aux yeux des acteurs locaux, même au sein des fermes collectives soviétisées.

Le programme de modernisation soviétique se poursuivit en industrialisant l'agriculture et en créant un nouveau mode de vie dans les campagnes. Les paysans abandonnèrent leurs maisons dispersées, faites de briques et de mortier d'argile, pour vivre dans l'habitat compact construit dans les kolkhozes, en tant que salariés de ceux-ci. Les villages et villes agricoles soviétiques se caractérisaient par des modèles de peuplement uniformes, l'approvisionnement en gaz et en électricité, une éducation moderne et de nouveaux biens de consommation. Malgré ces innovations, les établissements ruraux restaient majoritairement peuplés par des Autochtones musulmans, la plupart parlant des langues turciques. La russification restait faible en dehors des grands centres urbains, et les mariages entre conjoints de nationalités différentes étaient rares. Les établissements cotonniers de l'Asie centrale soviétique conservaient de nombreux traits du passé. L'importance des liens de parenté et de la morale traditionnelle au sein des structures familiales ne disparut pas, mais les politiques soviétiques visaient le renforcement de la famille nucléaire, et le travail et la socialité quotidienne étaient dorénavant profondément affectés par le fait de vivre et de travailler dans des kolkhozes et des sovkhozes soviétiques modernes (Sukhareva et Bikzhanova 1965 ; Vasil'eva et Karmisheva 1969).

Dans les kolkhozes soviétiques destinés à la culture du coton, le volume des récoltes était déterminé par le plan étatique sur de grandes parcelles de terre cultivée et le travail était effectué par brigades. En parallèle, les petits lopins familiaux accordés aux résidents pour faire pousser leurs légumes et faire paître leur bétail étaient plus productifs que les grands champs collectifs. Ce dualisme n'était pas seulement économique. Il reflétait ce qui était perçu comme un antagonisme entre la modernité soviétique et la résilience du « traditionalisme » (Poliakov 1992) dans les campagnes en cours de modernisation. Les chercheurs soviétiques ont employé ce terme dans les années 1980 pour souligner le fait que les paysans musulmans étaient récalcitrants à renoncer à leurs traditions pour adopter pleinement la modernité soviétique. Les familles musulmanes se composaient de plus de membres que les familles euro-soviétiques, et s'y rencontrait un conservatisme des valeurs centré sur la famille étendue patriarcale qui intégrait plusieurs générations et s'étendait souvent sur plus d'une maisonnée ; les mariages y étaient arrangés par les parents, de sorte que l'obéissance filiale et l'autorité des aînés sur les jeunes restaient indiscutables. Les valeurs traditionnelles et le savoir religieux se conservaient et se transmettaient principalement par le monde féminin, dans l'espace domestique privé, à l'abri des projecteurs de l'athéisme d'État. Par conséquent, une société traditionaliste et islamique resta vivante, parallèlement à la vie socialiste officielle. Selon Olivier

Roy (1997), les kolkhozes ne parvinrent pas totalement à éliminer les règles et obligations sociales traditionnelles des communautés rurales. Ils finirent par être « habités » par elles, à savoir que les loyautés et les obligations traditionnelles (y compris celles des structures tribales et claniques) basées sur la parenté, la religion et les relations de voisinage gagnèrent en influence et finirent par déterminer le fonctionnement intérieur des fermes collectives. Dans de nombreux kolkhozes, les réseaux de parenté et les structures tribales, là où elles préexistaient, survécurent et furent bien préservés, voire prospérèrent, en étant renforcés par le fonctionnement interne de la structure du kolkhoze lui-même. Cela parce que les unités de production soviétique s'appuyaient sur les structures familiales et de parenté lorsque les efforts des ouvriers étaient des plus nécessaires pour atteindre les niveaux de production ciblés. L'ethnographie de Caroline Humphrey (1983) d'un kolkhoze mongol bouriate décrit remarquablement comment les difficultés rencontrées dans la réalisation du plan ont poussé les administrateurs et les gens chargés de sa mise en œuvre à se reposer sur les logiques et les solidarités de parenté informelles. Ce mélange entre groupes familiaux, solidarités de parentèle et réseaux tribaux, d'une part, et structures administratives et productives soviétiques d'autre part, a également été documenté en Asie centrale par des chercheurs de la tradition ethnographique soviétique, dont, par exemple, Vasil'eva et Karmisheva (1969), et plus notablement Sergey Abashin (2015).

La modernisation soviétique a éduqué et instruit les Autochtones en leur inculquant des loyautés ambiguës : ils s'identifiaient fortement à l'État soviétique d'un côté, mais, de l'autre, leur implication dans un système de corruption endémique les en a détournés, lorsqu'éclata le « scandale du coton », au milieu des années 1980 (Rumer 1989 ; Cucciolla 2017, 2024), révélant que les élites républicaines du Parti étaient souvent de connivence lorsqu'il s'agissait de manipuler les chiffres de la production du coton pour frauder le budget de l'État. Les circuits de l'économie informelle du coton ont permis l'épanouissement d'une effervescente économie rituelle et la célébration ostentatoire des coutumes et traditions nationales (Koroteyeva et Makarova 1998), renforçant ainsi l'importance des logiques (de reproduction sociale et de division du travail) et des réseaux (relatifs aux dynamiques politiques et cérémonielles) de parenté à la fin de la période soviétique.

Beaucoup d'habitants des zones rurales qui avaient été éduqués dans le système soviétique conservaient des attentes de bien-être social, d'emploi et de bons niveaux de vie puisqu'ils avaient profité par le passé de l'expérience soviétique en étant affiliés aux structures collectives (Wheeler 2018). Pour de nombreux habitants des zones rurales, ces conditions de vie les confortaient dans l'idée que le kolkhoze était une grande famille inclusive dans laquelle les obligations morales mutuelles et les obligations de parenté se rapportaient aux ouvriers, mais aussi, plus généralement, que le chef de la ferme y avait une responsabilité paternaliste et qu'il pouvait s'attendre à l'obéissance filiale des

travailleurs de la ferme. Ces perceptions profondément enracinées ont influencé l'attitude et les attentes des gens des campagnes après le kolkhoze, et cela explique leur résistance à l'idée de son démantèlement (Trevisani 2011).

Modes de subsistance dans les campagnes après le régime soviétique

Au début des années 1990, les États d'Asie centrale nouvellement indépendants durent réformer leur secteur agricole en profondeur. Contrairement à la période des dirigeants Krouchtchev et Brejnev, lorsque transferts budgétaires et subventions conféraient sa prospérité au secteur agricole, l'agriculture dut financer rapidement le remodelage dispendieux des nouvelles capitales et autres initiatives de constructions nationales. Alors qu'autrefois, les États indépendants pouvaient compter sur les fournitures bon marché de la Russie soviétique, ils devaient dorénavant dépendre de leur production domestique pour alimenter leurs budgets. L'Ouzbékistan dépendait fortement des revenus du coton, aussi, se montra-t-il plus hésitant à démanteler de grandes fermes collectives. Ces dernières détenaient du matériel essentiel, comme des tracteurs ou des moyens d'irrigation, indispensables à l'agriculture, mais difficile à diviser dans le processus de privatisation sans bouleverser totalement les systèmes de culture et les procédés établis. Les hiérarchies et les relations de pouvoir de l'ère soviétique furent préservées en Ouzbékistan par l'instauration très graduelle de réformes, mais finalement, privatisation et décollectivisation prirent leur essor au début des années 2000. Dans des pays plus ouverts, tels que le Kazakhstan, les réformes se sont déroulées plus tôt ; mais elles favorisèrent également les anciennes élites, qui tirèrent parti de leur rôle dans la dérégulation et la privatisation, celles-ci leur procurant dès le départ un avantage dans la nouvelle ère économique. Pour les communautés locales, la réforme des fermes collectives et la privatisation de leurs actifs ne furent pas sans conséquences. L'urgence de boucler les fins de mois et de subsister par l'exploitation agricole s'accrut considérablement en même temps que le recours aux réseaux personnels et de parenté pour répondre à ces nouvelles conditions. Avec la disparition des services soviétiques d'éducation et de santé en milieu rural, de la protection sociale et des emplois salariés, c'est la position de la femme dans l'espace domestique, sur le lieu de travail et dans les champs agricoles qui s'est détériorée par rapport au passé soviétique, les femmes assumant souvent la majeure partie du travail manuel pendant la période végétative, en l'absence de tracteurs et d'autres machines autrefois détenues par les kolkhozes (voir Zanca 2011).

La continuité avec l'agriculture soviétique s'est avérée plus robuste en Ouzbékistan (Trevisani 2011), où les fermiers nouvellement installés furent instaurés sur des baux à long terme. Les membres des anciennes fermes collectives se virent attribuer une part des actifs de celles-ci, mais les nouveaux exploitants n'étaient pas libres de décider de ce qu'ils allaient cultiver ni des lieux où ils pourraient vendre leurs récoltes. Les fermiers qui ne se pliaient pas à l'obligation étatique de produire des quotas de coton pouvaient perdre leur

contrat de baux à long terme avec l'État et, contrairement aux fermes collectives continuellement déficitaires, ils devaient mettre en gage leurs actifs et risquer la faillite. Les agriculteurs étaient soumis à des leviers centralisés indirects les obligeant à produire leurs quotas de coton. L'État monopsone fixait les prix d'achat aux producteurs inférieurs aux cotations internationales, tandis que les prix des intrants pour la production agricole, tels que tracteurs, essence, semences et engrais, étaient toujours contrôlés par l'État et augmentaient plus rapidement que le prix du coton. Dans de telles conditions, la production agricole ne permettait pas d'envisager beaucoup de profit, et l'allocation des terres aux fermes privées se faisait selon des critères plus politiques qu'économiques. C'est ainsi que le pouvoir de négocier des arrangements profitables pour leurs fermes devint la prérogative de nouveaux privilégiés. Fonctionnaires et bureaucrates se sont retrouvés dans des positions de pouvoir renforcées, ce qui ouvrait du même coup la porte à la corruption et au clientélisme. Au Kazakhstan également (Trevisani 2023), la décollectivisation a scindé la société rurale en une minorité de grands fermiers issus de la nomenklatura rurale des anciens kolkhozes possédant de nouveaux titres de propriété, et une majorité de fermiers ayant un accès insuffisant à la terre, et dont les conditions de travail se sont détériorées. Nous allons voir à présent comment, dans ce processus, les solidarités de parenté sont devenues cruciales dans les modes de subsistance ruraux.

Re-traditionalisation

Depuis longtemps, il a été observé que, dans le contexte de l'agriculture postsoviétique, les réseaux sociaux et l'économie rituelle du don et du contre-don entre membres des communautés sont devenus essentiels pour assurer la subsistance (Kandiyoti 1998 ; Werner 1998). Les réseaux communautaires et de parenté ainsi que l'engagement dans des cycles d'échanges rituels gagnaient déjà en importance à la fin du régime soviétique (Koroteyeva et Makarova 1998). Dans ses travaux sur la fin de l'époque soviétique en Asie centrale, Nancy Lubin (1984) décrivait l'importance des liens de parenté pour accéder à des biens de consommation rares, à de bons traitements médicaux, de bons emplois et pour améliorer sa mobilité et son statut social. La crise de la fin de l'Union soviétique amplifia l'importance de tels liens pour répondre aux besoins essentiels et aux difficultés de la subsistance au quotidien (Nazpary 2002). Les sociétés d'Asie centrale, et leurs composantes rurales en particulier, entrèrent dans un processus de « traditionalisation » (*retraditionalization* en anglais ; voir Commercio 2014 ; Beyer et Finke 2020). Ce processus se manifesta non seulement par une influence croissante des valeurs conservatrices et traditionnelles comblant un vide idéologique et palliant la confusion causée par l'effondrement de l'État soviétique, mais aussi par un retour aux pratiques traditionnelles, une remobilisation d'histoires, des généalogies et des coutumes, ainsi qu'un regain d'intérêt pour la religiosité, et la piété islamique en particulier. Cela se manifesta également par un recours croissant aux réseaux de parenté

dans la vie quotidienne, et par le renforcement du conservatisme familial et de la famille étendue traditionnelle — même si les contraintes économiques et les crises domestiques faisaient que, pour beaucoup de gens, il était difficile de parvenir à cette nouvelle normalité. Les gouvernements se sont efforcés de soutenir la traditionalisation pour impulser et légitimer le tournant nationaliste de leur rhétorique politique. Cependant, indépendamment de ces soubassements idéologiques, dans les campagnes paupérisées, ce terme exprime la façon dont les communautés rurales ont surmonté l'involution du monde agricole (voir Geertz 1963) et la dé-modernisation (Kandiyoti 2003). La rareté, voire l'absence de la machinerie, en particulier des tracteurs, les combustibles onéreux et l'alimentation en essence et en électricité peu fiable ont rendu plus importants que jamais le travail manuel, la transmission des savoirs agricoles locaux et les grandes familles. Les « vieilles » (c'est-à-dire « pré-soviétiques ») manières de s'approvisionner, de construire des maisons et de cultiver la terre revinrent « à la mode » par nécessité. La traditionnelle division genrée des rôles — au travail, au sein des relations de parenté et entre groupes d'âge —, qui était autrefois la cible de politiques soviétiques et que les ethnographes soviétiques qualifiaient de « vestige du passé » (en russe *perezhitki proshlogo*, par exemple dans Vasil'eva et Karmisheva 1969), réapparut et gagna en importance. L'âge du mariage s'abaissa comparativement à la période soviétique ; les mariages arrangés et le mariage intragroupe devinrent des stratégies essentielles de subsistance et de sécurité (voir Cleuziou et McBrien 2020). Plus important encore, pouvoir compter sur la force de travail familiale et mobiliser des réseaux familiaux devint un prérequis pour la viabilité de l'agriculture. Dans ce contexte de changement social et de stratification grandissante, cela ne revient pas à dire que l'agriculture elle-même serait imperméable à la marchandisation, par exemple lorsque des doutes surgissent sur la raison « d'investir » dans la parenté quand un frère est riche et l'autre pauvre. Dans ce contexte, la traditionalisation a signifié, d'abord et avant tout, compter de plus en plus sur la proche parentèle pour la subsistance, alors que l'aide sociale et l'agriculture collective disparaissaient et que les États nouvellement indépendants mettaient en avant une rhétorique de récupération des valeurs et des traditions nationales.

Une fois passées les difficultés du début de l'indépendance et après que les États d'Asie centrale eurent effectué leur transition vers un processus de redressement et de diversification économiques durant la seconde décennie postsocialiste (Pomfret 2019), le monde rural continua d'affronter l'adversité et d'accuser un retard économique sur les centres urbains. Tandis que les privatisations, les réformes et la décollectivisation remodelaient les campagnes, les migrations de travail s'intensifièrent, dans les régions rurales en berne, même si elles n'étaient le plus souvent que saisonnières ou temporaires. Elles n'impliquaient que quelques membres de la famille ; le déménagement de maisonnées entières était plus rare afin de ne pas abandonner les terres et les maisons familiales (Reeves 2022). Dans l'ensemble, les migrations de travail (principalement vers la Russie et les grands centres urbains, majoritairement

temporaires et essentiellement masculines) atténuaient les difficultés matérielles, aidaient à faire face aux dépenses inhabituelles telles que celles occasionnées par des mariages ou l'achat d'équipement agraire, et allégeaient la pression financière que subissaient les familles rurales ; mais elles augmentaient également la charge de travail des personnes restées sur place (les femmes, les enfants, les malades ou les aînés). Pour ces dernières, le recours au travail familial et aux réseaux de parenté demeurait un prérequis (voir Fig. 3).



Fig. 3 — ***Exemple du travail de différentes personnes apparentées sur un lopin de terre appartenant à un individu, mais dont toute la maisonnée s'occupe.*** **Source : Tommaso Trevisani, Zhetisay, sud du Kazakhstan, avril 2016. [Cette figure apparaît en couleur dans le numéro en ligne.]**

Parenté, risque environnemental et différenciation sociale dans les oasis de coton et de riz

La gestion des risques et les stratégies d'adaptation et de différenciation s'appuyant sur la parenté sont adaptées aux contextes écologiquement dégradés de l'agriculture par irrigation en Asie centrale. Se basant sur son travail de terrain dans le Tadjikistan rural, Sophie Roche (2022) présente la famille comme la principale institution de gestion des risques en situation de crises, en montrant comment les familles envisagent les opportunités de travail, les cadres politiques

et les questions de sécurité sociale non pas comme des stratégies individuelles, mais comme des affaires familiales. Selon elle, le rôle central des frères et sœurs dans l'ensemble du système est fondamental, à savoir la capacité de la famille à placer les frères et sœurs dans différents secteurs d'occupation afin d'atténuer les risques liés aux aléas économiques ou écologiques. La gestion des risques au sein de la fratrie « est généralement comprise comme une tâche consistant à encourager ou à décourager, à soutenir certaines ambitions ou à les interdire » (Roche 2022 : 509, traduction libre). Les familles du Tadjikistan rural s'efforcent de réduire le risque induit par les contextes changeants en permettant à certains de leurs membres d'explorer de nouvelles carrières, telles que la migration, et en maintenant d'autres dans l'agriculture malgré des conditions dégradées. Dans ce contexte agricole de plus en plus polarisant, la parenté peut jouer un rôle déterminant sur le bien-être d'une famille d'agriculteurs placée devant la dégradation environnementale et les problèmes économiques.

Même si Roche a mené ses travaux dans les régions montagneuses du Tadjikistan, ses découvertes font écho à ce que l'on peut dire des oasis cotonnières décollectivisées de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan que nous avons mentionnées précédemment, puisque là aussi, les familles et les relations de parenté sont plus importantes que jamais pour tirer favorablement parti des conséquences des réformes et pour accéder aux meilleures terres, et que la parenté est un facteur important de différenciation sociale. Dans les oasis de la province ouzbèque de Khorezm, la décollectivisation a quasiment créé une différenciation par classes sociales entre les paysans dépossédés (*dehqon*) n'ayant que de toutes petites propriétés, et les fermiers indépendants (*fermer*) ayant des terres louées à bail. La différenciation sociale est encore davantage amplifiée entre ceux qui ont un accès informel à la terre par le biais de leurs réseaux de parenté et ceux qui ne disposent pas de telles opportunités. La traditionalisation semble donner forme à l'aboutissement des relations de pouvoir et du contrôle de la terre de manière au moins aussi importante que la redistribution officielle des terres déclenchée par la décollectivisation. J'ai documenté la façon dont la différenciation sociale du pouvoir et de la richesse, en tant qu'indicateur de la distribution des terres et des conditions de leur usage, s'est grandement renforcée après la décollectivisation (Trevisani 2011). Ce qui paraît être le résultat d'une répartition inégale des terres agricoles des anciens kolkhozes entre les fermiers est encore plus prononcé lorsque l'on considère la façon dont les familles étendues, composées de plusieurs maisonnées de frères, sont liées par des ancêtres communs. Même lorsque leurs titres fonciers n'étaient pas enregistrés au nom d'une unique ferme familiale, différentes maisonnées apparentées contrôlaient et géraient *de facto* conjointement de grandes propriétés terriennes en mettant en commun leurs terres cultivables.

Par nécessité, les *dehqons* coupés des terres qui appartenait auparavant au kolkhoze doivent diversifier leurs sources de revenus et leurs stratégies de subsistance. Ils le font en ajoutant à leur production agricole d'autres sources de

revenus, pensions ou rentes, et se reposent sur les soutiens mutuels qu'apporte leur parentèle. Ils se lancent fréquemment dans le commerce ou dans la migration professionnelle, ou bien deviennent chauffeurs ou petits fonctionnaires dans les écoles, les centres médicaux, les postes de police et l'administration des villages. Les liens de parenté leur sont utiles, mais beaucoup de petits fermiers espèrent et s'attendent à ce que le gouvernement puisse rétablir l'aide sociale et la stabilité d'emploi que procurait autrefois l'Union soviétique.

La combinaison de la rareté des emplois ruraux, du manque de terres arables et d'un marché foncier opaque et peu contrôlé pousse les familles rurales à contracter des arrangements locatifs sur les terres agricoles. Au sud du Kazakhstan par exemple (cas présenté dans Trevisani 2022 et 2023), des petits fermiers non apparentés peuvent se sous-louer des terres de façon informelle, en général lorsqu'il s'agit de cultures à haute valeur ajoutée qui seront vendues sur les marchés locaux ou à l'étranger. Le loueur peut être un petit exploitant ayant contracté un bail à longue durée avec l'État. Il n'a pas d'argent pour effectuer lui-même les plantations, ou n'est pas là, ou n'a pas la possibilité de le faire. La sous-location des terres est une forme répandue d'agriculture entrepreneuriale informelle et concerne des exploitations à petite échelle. Elle permet aux laboureurs d'avoir plus de champs à travailler et représente une opportunité essentielle d'obtenir un revenu en l'absence d'autres emplois.

Pour revenir à la région du Khorezm en Ouzbékistan (Trevisani 2011), on peut voir, dans certaines exploitations à grande échelle, des commanditaires conclure des ententes pour la culture de leurs terres, impliquant souvent des relations de hiérarchie et de dépendance entre les contractants. La sous-location informelle des terres et les pratiques de partage des récoltes sont souvent illégales, mais répandues à travers toute l'Asie centrale. Les marchés informels des terres agricoles poussent à ne penser qu'au profit à court terme. Les techniques de culture, d'irrigation, de drainage, de labour et l'usage de produits chimiques visent alors une maximisation immédiate des rendements au détriment de la fertilité à long terme des sols ; ce qui sape l'intérêt public (par exemple, la levée des impôts), en plus d'abîmer l'environnement par la détérioration de la fertilité des sols. Lorsque les effets pervers de telles stratégies d'adaptation aboutissent à l'épuisement des sols, les modes de subsistance dans les campagnes en subissent le contrecoup et, souvent, ceux qui dépendent le plus des bonnes récoltes pour assurer leur subsistance sont ceux qui en sont le plus gravement affectés.

Ce que l'on constate au sujet des oasis cotonnières de la steppe de la Faim au Kazakhstan et de la région de Khorezm en Ouzbékistan, c'est que les conditions de décollectivisation de l'agriculture ont poussé les agriculteurs à donner la priorité aux considérations économiques plutôt qu'aux considérations environnementales. Malgré les efforts du gouvernement d'investir dans la restauration des infrastructures d'irrigation et de sanctionner les pratiques des fermiers qui mettent en danger la fertilité des sols à long terme, les nécessités économiques ont été au premier plan de la préoccupation et des actions des

agriculteurs, avec peu de considération pour les conséquences environnementales. Par extension, la décollectivisation, la traditionalisation de l'agriculture et le *modus operandi* des réseaux de parenté dans la culture de la terre ont amplifié cette dégradation de l'environnement.

Les découvertes récemment présentées dans la thèse d'Aibek Samakov (2024) vont dans le sens opposé. Le travail de Samakov porte sur la subsistance et les stratégies d'adaptation du monde rural chez les habitants de la région du delta du Syr-Daria. Située à proximité de la mer d'Aral, cette région est semblablement affectée par la sévère dégradation environnementale et la détérioration des conditions de vie, bien que quasiment inconnue en dehors du Kazakhstan, où elle est officiellement reconnue comme l'une des zones de désastre écologique (voir *Law on Social Protection* 1992). Pendant des millénaires, ce fut une région de rencontres et d'échanges entre les agriculteurs sédentaires et les pasteurs nomades. Le delta du Syr-Daria conserve son caractère distinctif que l'auteur tente de saisir au moyen de son « ontologie » locale. Empruntant sa terminologie à Féaux de la Croix (2016), il identifie « des espaces, des forces et des espèces iconiques » qui ont modelé ce lieu et qui le caractérisent à présent. Les cycles d'assèchement et d'abondance d'eau, la coexistence d'environnements arides et irrigués (*Syr* et *Qyr* sont les termes locaux qui illustrent les héritages de l'oasis et de la steppe) et la domination prolongée d'une culture du riz gourmande en eau sont les facteurs à l'origine de cette distinction régionale, selon Samakov (2024).

Faisant écho à des résultats de recherche concernant les projets d'irrigation soviétiques en Asie centrale (Peterson 2019 ; Obertreis 2017), Samakov reconstitue la trajectoire d'une crise écologique ayant couvé durant plusieurs décennies. On voit apparaître beaucoup de difficultés techniques et structurelles dans les rapports et la correspondance des institutions soviétiques de gestion de l'eau, ainsi que de nombreuses mentions déplorant la difficulté de gérer les nappes phréatiques, les inondations et l'agriculture, la sévère déperdition des eaux d'irrigation circulant dans des canaux percés, et les dégâts causés par des drainages inadaptés. Les fermes collectives soviétiques minimisaient, dans leurs rapports, l'usage qu'elles faisaient de la terre et de l'eau, car les quotas de production imposés étaient inatteignables, aggravant davantage la salinisation.

Traditionnellement, c'est-à-dire avant que l'Union soviétique ait mis en vigueur ses grandioses politiques de modernisation et de développement techno-environnemental, les Kazakhs du delta du Syr-Daria avaient élaboré un mode de vie tout en nuances et bien adapté à la complexité de l'écosystème du delta, consistant à cultiver des terres irriguées, à la fois pour la consommation domestique et pour le commerce, pêchant et récoltant les roseaux le long des bras du delta, et faisant paître leurs troupeaux sur les terres plus arides de l'intérieur. Avec la « modernité hydraulique » des Soviets se sont introduits l'aide sociale et le travail salarié dans les fermes rizicoles collectives. Depuis la fin de l'Union soviétique, l'État s'est retiré de l'agriculture et les gens des campagnes ont commencé, de façon importante, à revenir à ces modes de vie traditionnels. La

cueillette des roseaux, par exemple, qui était auparavant une activité marginale dans les kolkhozes, est redevenue essentielle pour les résidents locaux qui l'utilisent comme fourrage, comme matériau de construction, ou pour le vendre au marché. Aujourd'hui, les héritages soviétiques du collectivisme subsistent dans les villages post-collectivistes. Ils semblent être le plus évident préalable à la gestion commune des stratégies de subsistance. Ils exigent différents degrés de collaboration au sein de la communauté, allant de la pêche individuelle et compétitive au jardinage plus collectif. Ces formes de subsistance rurales s'inscrivent toutes dans un tissu de sociabilités villageoises et de parenté, de savoirs locaux et de systèmes de croyances qui ont survécu au socialisme et qui comptent plus que jamais.

Même après le démantèlement des fermes collectives soviétiques, la riziculture, qui dilapide l'eau, continue d'être la principale activité agricole commerciale de la région. Cependant, elle est dorénavant l'apanage d'une poignée de grandes entreprises privées qui ont émergé de la privatisation en s'emparant des meilleures terres des anciens kolkhozes, abandonnant à la majorité de la population rurale le reste des terres, devenues des champs de maraîchage saisonnier, les jardins (*baqsha* en kazakh). Les agriculteurs ont renoncé à irriguer abondamment les terres en raison de l'appauvrissement des sols, de leur salinisation et de la rareté de l'eau, et ils se tournent désormais vers l'agriculture itinérante sur brûlis. Les populations rurales sont confrontées aux difficultés simultanées du dénuement économique, de la précarité de l'emploi, de la dégradation structurelle des systèmes d'irrigation, de la dépendance accrue à l'égard des moyens de subsistance ruraux, alors que l'environnement se dégrade de plus en plus. Mais la situation n'est pas aussi morose qu'elle paraît. Bien qu'ils soient fortement endettés et qu'ils dépendent des envois d'argent et des aides financières, les gens s'en sortent grâce à une combinaison de modes de vie ruraux, de petites entreprises et de petits boulots, à tel point que la région paraît attractive, même aux yeux des migrants de l'Ouzbékistan voisin, qui viennent y chercher des emplois d'ouvrier agricole saisonnier. Dans ce contexte, Samakov s'intéresse principalement aux modes de vie ruraux qui apparaissent comme des manières de faire face et de s'adapter à la dégradation de l'environnement. Les conditions de vie y sont pires qu'à l'époque soviétique, mais les communautés locales conservent un sens aigu de leur agentivité malgré les difficultés.

La perspective adoptée est issue de la littérature sur les communs. Les modes de vie ruraux dans la région du delta du Syr-Daria sont présentés comme des exemples d'une gestion réussie des communs, le principal argument étant que, contrairement à ce qu'évoquait Garrett Hardin dans son article « Tragedy of the Commons » (1968), il ne s'est pas produit de tragédie là où l'on aurait pu s'y attendre. Même s'il existe des cas de rivalité (pour des coins de pêche, des lopins de jardinage, des haies de roseaux, etc.), les ressources sont dans l'ensemble gérées et conservées collectivement. Contrairement à ce qui s'est passé pour la mer d'Aral toute proche — dont la « tragédie » se manifeste par

son assèchement —, la rareté de l'eau et l'agriculture aux rendements de plus en plus maigres de la région du delta du Syr-Daria sont présentées comme un exemple réussi de « mutualisation » (*"commoning"* en anglais — les guillemets sont d'origine), c'est-à-dire une gestion des ressources attentive et quotidienne rendue possible grâce à la richesse des connaissances requises par ces modes de vie (par exemple, la distinction émique entre sel « noir » ou « blanc » renvoie aux adaptations locales de l'agriculture sur des sols aux degrés et aux types de salinisation variés), les capacités à surmonter les difficultés et les tensions implicites qu'implique le jardinage (c'est-à-dire les rivalités au sujet de la terre et de l'eau, la nécessité de clôturer les jardins, les stratégies d'adaptation aux sécheresses et aux maladies, etc.). Cependant, dans l'ensemble, le degré de coopération et de « gestion des biens communs » entre les groupes sociaux résulte davantage de l'absence d'autres possibilités, le jardinage (*baqsha*) reposant fortement sur l'alimentation en eau fournie par les entreprises rizicoles. Dans ces conditions de sols gravement détériorés (salinisés), le jardinage, pour être rentable, exige des compétences, des réseaux familiaux et des relations symbiotiques entre petits propriétaires et fermes commerciales ; les premiers procurant force de travail, compétences et insertion communautaire — des rituels tels que le *tasattyq*[2], ou rituel de fertilité, procurent « une infrastructure sociale pour le fonctionnement des autres biens communs » (Samakov 2024 : 150) ; les secondes procurant l'eau, la terre et l'encadrement d'une agriculture saisonnière dont le fonctionnement a ralenti pour s'adapter et soutenir les conditions d'une terre fortement dégradée et salinisée. Contrairement à ce que nous avions vu plus haut pour les régions cotonnières, où les stratégies de parenté aggravaient les problèmes environnementaux préexistants, l'étude de cas de Samakov montre comment le recours des familles rurales aux ressources de parenté leur a permis de s'adapter à un environnement qui se détériore.

Conclusion

La privatisation des terres et la dégradation de l'environnement ont aggravé les divisions sociales dans les oasis céréalières et cotonnières de l'Asie centrale autrefois soviétique, et les conditions de vie des fermiers ordinaires continuent de paraître moroses même si l'Union soviétique a disparu depuis plus de trente ans. Cependant, puisque les conditions environnementales fragilisent la viabilité des pratiques agricoles du passé, les liens de parenté et les relations familiales conservent leur importance dans la vie des gens dans une période d'inégalités sociales et de vulnérabilité croissantes. Durant la période soviétique, les pratiques agricoles des familles patriarcales traditionnelles des oasis cotonnières d'Asie centrale ont été transformées par les politiques de collectivisation et

2. L'origine de ce terme est incertaine. Le dictionnaire kazakh-russe en ligne le définit comme une prière propitiatoire pour la pluie durant une sécheresse accompagnée d'un sacrifice (voir : https://sozdik.kz/ru/dictionary/translate/kk/ru/Tasattyq, page consultée sur Internet le 14 décembre 2024).

de soviétisation. Cependant, la résilience de la famille paysanne musulmane traditionnelle a résisté aux formes du collectivisme, elle a même été efficacement soutenue par les caractères systémiques de l'agriculture soviétique, en parvenant à se moderniser et à s'adapter au nouveau cadre. Ces caractères systémiques impliquaient également une disjonction de la culture du coton (et du riz) et de l'agriculture d'irrigation, des contraintes environnementales. Même alors que l'agriculture d'irrigation devenait insoutenable et que l'environnement se dégradait sérieusement, les communautés rurales n'ont pas vraiment remis en question leurs façons de s'adapter au cadre agricole soviétique. Avec l'agriculture postsoviétique, les communautés rurales ont été remaniées par la traditionalisation, comprise comme un renforcement des liens de dépendance envers la parenté pour s'assurer des moyens de subsistance et continuer à pratiquer l'agriculture en un temps où les changements environnementaux défavorables tels que la rareté de l'eau et l'épuisement des sols ne pouvaient plus être ignorés. Les données dont nous discutons provenant de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan montrent que les pratiques agraires entrelacées à la parenté ont parfois permis aux familles rurales de mieux s'adapter à des contextes environnementaux dégradés, comme dans le cas des communautés agraires des régions rizicoles du delta du Syr-Daria, mais ces pratiques ont parfois encore aggravé les problèmes environnementaux préexistants, comme dans les cas présentés des régions cotonnières du Khorezm et de la steppe de la Faim. Quoi qu'il en soit, dans tous ces contextes, les liens de parenté ont conservé une importance capitale dans les exploitations familiales faisant face aux difficultés croissantes de l'agriculture d'irrigation de l'Asie centrale.

Remerciements

Cet article a été rédigé dans le cadre du Projet PRIN « Water Management and Environmental Change in Central Asia » (CUP C53D23005830006/2022LB3WKL) financé par le ministère italien de l'Université et de la Recherche. Je remercie les coordinateurs de ce numéro thématique, Florence Weber et Pierre-Yves Wauthier, pour leurs précieux conseils et leurs encouragements constants, ainsi que les deux évaluateurs anonymes pour leurs utiles commentaires et critiques.

Texte traduit de l'anglais par Anne-Hélène Kerbiriou, avec l'aimable contribution de Pierre-Yves Wauthier

Références

Abashin S., 2015, *Sovetskiy Kishlak. Mezhdu kolonializmom i modernizaciey*. Moskva, Novoe Literaturnoe Obozrenie.

Beyer J. et P. Finke (dir.), 2020, *Practices of Traditionalization in Central Asia.* London, Routledge.

Bichsel C., 2012, « "The Drought Does Not Cause Fear". Irrigation History in Central Asia through James C. Scott's Lenses », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 43, 1-2 : 73-108.

Cleuziou J. et J. McBrien, 2020, « Marriage Quandaries in Central Asia », *Oriente Moderno*, 100, 2 : 121-146.

Commercio M. E., 2014, « The Politics and Economics of “Retraditionalization” in Kyrgyzstan and Tajikistan », *Post-Soviet Affairs*, 31, 6 : 529-556. Consulté sur Internet (https://doi.org/10.1080/1060586X.2014.986870), le 30 novembre 2024.

Conen J., 1996, « Wasser und Bodenverteilung in Zentralasien », *Aktuelle Analysen N. 58/1996, Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, Köln.

Cucciolla R. M., 2017, *The Crisis of Soviet Power in Central Asia: The ‘Uzbek Cotton Affair’ (1975-1991)*. Thèse de doctorat, IMT School for Advanced Studies, Lucca.

—, 2024, *La repubblica del cotone, Le evoluzioni dell’Uzbekistan sovietico tra inclusione e crisi imperiale*. Roma, Viella.

Féaux de la Croix J., 2016, *Iconic Places in Central Asia. The Moral Geography of Dams, Pastures and Holy Sites.* Bielefeldt, Transcript Verlag.

Freedman E. et M. Neuzil (dir.), 2016, *Environmental Crises in Central Asia. From Steppes to Seas, from Deserts to Glaciers*. Abingdon Oxon, Routledge.

Geertz C., 1963, *Agricultural Involution: The Processes of Ecological Change in Indonesia*. Berkeley, University of California Press.

Hardin G., 1968, « The Tragedy of the Common: The Population Problem Has No Technical Solution; It Requires a Fundamental Extension in Morality », *Science*, 162, 3859 : 1243-1248.

Hofman I., 2019, *Cotton, Control and Continuity in Disguise. The Political Economy of Agrarian Transformation in Lowland Tajikistan*. Thèse de doctorat, University of Leiden, The Netherlands.

Humphrey C., 1983, *Karl Marx Collective. Economy, Society and Religion in a Siberian Collective Farm*. Cambridge, Cambridge University Press.

Kamp M., 2006, *The New Woman in Uzbekistan. Islam, Modernity, and Unveiling under Communism*. Seattle/London, University of Washington Press.

Kamp M. et N. Pianciola, 2022, « Collectivisation, Sedentarisation and Famine in Central Asia » : 41-55, *in* R. Isaacs et E. Marat, *Routledge Handbook of Contemporary Central Asia*. London/New York, Routledge.

Kandiyoti D., 1998, « Rural Livelihoods and Social Networks in Uzbekistan: Perspectives from Andijan » : 561-578, *in* D. Kandiyoti et R. Mandel (dir.), *Market Reforms, Social Dislocations and Survival in Post-Soviet Central Asia*, Special Issue of *Central Asian Survey*, 17, 4.

—, 2003, « The Cry for Land: Agrarian Reform, Gender and Land Rights in Uzbekistan », *Journal of Agrarian Change*, 3, 1-2 : 225-256.

Karavaev V. F. (dir.), 1914, *Golodnaia step v ieia proshlom i nastoiashchem*. Petrograd, Tipo-Litographiia N.L. Narynkina.

Khalid A., 2021, *Central Asia. A New History from the Imperial Conquests to the Present*. Princeton, Princeton University Press.

Krader L., 1963, *Peoples of Central Asia*. Uralic and Altaic Series, vol. 26, Bloomington, Indiana University.

Koroteyeva V. et E. Makarova, 1998, « The Assertion of Uzbek National Identity: Nativization or State-Building Process? » : 137-143, *in* T. Atabaki et J. O'Kane (dir.), *Post-Soviet Central Asia*. London/New York, Tauris Academic Studies.

Law on Social Protection of Citizens Affected by the Environmental Disaster in the Aral Sea Region, 1992, The Law of the Republic of Kazakhstan Dated June 30, No. 1468-XII. Consulté sur Internet (https://adilet.zan.kz/eng/docs/Z920002600_), le 30 novembre 2024.

Létolle R. et M. Mainguet, 1996, *Der Aralsee. Eine ökologische Katastrophe*. Berlin, Springer Verlag.

Lubin N., 1984, *Labor and Nationality in Soviet Central Asia*. Princeton, Princeton University Press.

Martius C. et J. Lamers, 2016, « Let there Be Science: Separating Environmental Misperceptions from Reality in the Aral Sea Basin » : 66-77, *in* E. Freedman et M. Neuzil (dir.), *Environmental Crises in Central Asia. From Steppes to Seas, from Deserts to Glaciers*. Abingdon Oxon, Routledge.

Matley I., 1994 [1967], « Agricultural Development (1865-1963) » : 266-308, *in* E. Allworth (dir.), *Central Asia: 130 Years of Russian Dominance, A Historical Overview*, 3e édition. Durham, Duke University Press.

Micklin P., N. Aladin et I. Plotnikov (dir.), 2014, *The Aral Sea: The Devastation and Partial Rehabilitation of a Great Lake*. Berlin, Springer Verlag.

Mirzabaev A., J. Goedecke, O. Dubovyk, U. Djanibekov, Q. Bao Le et A. Aw-Hassan, 2016, « Economics of Land Degradation in Central Asia » : 261-290, *in* E. Nkoya, A. Mirzabaev et J. von Braun (dir.), *Economics of Land Degradation and Improvement—A Global Assessment for Sustainable Developments*. New York, Springer-Verlag.

Morrison A., 2022, « Colonial Central Asia » : 101-118, *in* D. Montgomery (dir.), *Central Asia. Contexts for Understanding*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

Nazpary J., 2002, *Post-Soviet Chaos. Violence and Dispossession in Kazakhstan*. London, Pluto Press.

Obertreis J., 2017, *Imperial Desert Dreams. Cotton Growing and Irrigation in Central Asia, 1860-1991*. Göttingen, V&R Unipress.

Peterson M., 2019, *Pipe Dreams. Water and Empire in Central Asia's Areal Sea Basin*. Cambridge, Cambridge University Press.

Pomfret R., 2019, *The Central Asian Economies in the Twenty-First Century. Paving a New Silk Road*. Princeton, Princeton University Press.

Poliakov S., 1992, *Everyday Islam: Religion and Tradition in Rural Central Asia*. Armonk, M. E. Sharpe.

Reeves M., 2022, « Migratory Life » : 214-229, *in* D. Montgomery (dir.), *Central Asia: Contexts for Understanding*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

Roche S., 2022, « Family as a Risk Management Institution in Changing Work Contexts » : 507-513, *in* D. Montgomery (dir.), *Central Asia: Contexts for Understanding*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

Roy O., 1997, *La Nouvelle Asie centrale : ou la fabrication des nations*. Paris, Seuil.

Rumer B., 1989, *Soviet Central Asia: "A Tragic Experiment"*. Boston, Unwin Hyman.

Samakov A., 2024, *Livelihoods and Social-Environmental Change in the Syr Darya Delta: Adaptive Strategies and Practices*. Thèse de doctorat, Philosophisch-historischen Fakultaet, University of Bern.

Sukhareva O. A. et M. A. Bikzhanova, 1965, *Proshloe i nastoyashchee seleniya Aikyran. Opit etnograficheskogo uzucheniya kolkhoza imeni Stalina Chartakskogo raiona Namanganskoi Oblasti*. Tashkent, Izdatel'stvo Akademii Nauk Uzbekskoi SSR.

Teichmann C., 2016, *Macht der Unordnung. Stalins Herrschaft in Zentralasien 1920-1950*. Hamburg, Verlag des Hamburger Instituts für Sozialforschung.

Thorez J., 2013, « La fin des oasis d'Asie centrale ? L'émigration des populations oasiennes d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizstan » : 84-91, Colloque « Oasis dans la mondialisation : ruptures et continuités », organisé par A. Marshall, E. Lavie, J.-L. Chaleard, M. Fort et J. Lombard, décembre 2013, Paris, France.

Trevisani T., 2011, *Land and Power in Khorezm. Farmers, Communities and the State in Uzbekistan's Decollectivisation*. Berlin, LIT Verlag.

—, 2022, « Rural Life » : 181-195, *in* D. Montgomery (dir.), *Central Asia Contexts for Understanding*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

—, 2023, « Who Owns the (Good) Land? Cotton Farming, Land Ownership and Salinised Soils in Southern Central Asia » : 465-481, *in* M. Reeves et J. Féaux de la Croix (dir.), *The Central Asian World*. London/New York, Routledge.

Turaeva R., 2022, « Propiska Regime Regulating Mobility and Migration in Post-Soviet Cities », *Cities*, 121, 103478. Consulté sur Internet (https://doi.org/10.1016/j.cities.2021.103478), le 30 novembre 2024.

Vasil'eva G. P. et B. Kh. Karmisheva (dir.), 1969, *Etnograficheskie ocherki Uzbekskogo Sel'skogo Naseleniya*. Moskva, Izdatel'stvo "Nauka".

Werner C., 1998, « Household Networks and the Security of Mutual Indebtedness in Rural Kazakhstan », *Central Asian Survey*, 17, 4 : 597-612.

Wheeler W., 2018, « Mitigating Disaster: The Aral Sea and (Post-)Soviet Property », *Global Environment*, 11 : 346-376.

Zanca R., 2011, *Life in a Muslim Uzbek Village: Cotton Farming After Communism*. Belmont, Wadsworth.

Zinzani A., 2015, *The Logics of Water Policies in Central Asia: The IWRM Implementation in Uzbekistan and Kazakhstan*. Berlin, LIT Verlag.

RÉSUMÉ — ABSTRACT — RESUMEN

Des familles rurales confrontées à la dégradation de l'environnement dans les oasis d'Asie centrale : héritage soviétique et nouveaux défis

Basé sur des ethnographies de l'Ouzbékistan (Khorezm) et du Kazakhstan méridional (steppe de la Faim, delta du Syr-Daria), cet article décrit, contextualise et discute de la façon dont les familles rurales des oasis d'Asie centrale se sont adaptées aux conditions environnementales changeantes en s'appuyant de plus en plus sur les liens de parenté. Là où les conditions écologiques remettaient en question la viabilité des anciennes pratiques agricoles, les liens de parenté restaient importants dans la vie des gens lorsque les disparités sociales, l'insécurité économique et la vulnérabilité environnementale augmentaient. Partageant un passé soviétique commun, l'agriculture dans ces oasis suit aujourd'hui des voies divergentes en raison des différents cadres économiques et politiques des États indépendants. Cependant, quelles que soient les politiques adoptées, la dégradation de l'environnement est partout en hausse dans l'agriculture irriguée. Les pratiques agricoles ancrées dans la parenté ont parfois permis aux familles rurales de mieux s'adapter à des contextes environnementaux dégradés, mais ont parfois aggravé davantage les problèmes environnementaux préexistants. Toutefois, la parenté et les réseaux familiaux ont conservé une importance centrale pour faire face aux difficultés croissantes de l'agriculture irriguée en Asie centrale.

Mots clés : Trevisani, Ouzbékistan, Kazakhstan, agriculture irriguée, dégradation des terres, décollectivisation, familles rurales, agriculture familiale

Rural Families Facing Environmental Degradation in Central Asia's Oases: Soviet Legacies and New Challenges

Based on ethnographies on Uzbekistan (Khorezm) and South Kazakhstan (Hungry Steppe, Syr-Daria Delta), this paper describes, contextualizes, and discusses how rural families in oases of Central Asia adapted to changing environmental conditions by increasingly relying on kinship ties. Where ecological conditions called into question the viability of old farming practices, kinship ties remained important in people's lives when social disparities, economic insecurity, and environmental vulnerability were increasing. Sharing a common Soviet past, agriculture in these oases is now on diverging paths because of the independent states' differing economic frameworks and policies. However, regardless of the adopted policies, environmental degradation is everywhere on the rise in irrigated agriculture. Kinship-embedded farming practices sometimes enabled rural families to better adapt to environmentally degraded contexts, but sometimes further aggravated preexisting environmental problems. Either way, kinship and family networks retained central importance in navigating growing difficulties in Central Asia's irrigated agriculture.

Keywords: Trevisani, Uzbekistan, Kazakhstan, irrigated agriculture, land degradation, decollectivization, rural families, family farming

Sobre familias rurales confrontadas a la degradación del medio ambiente en los oasis de Asia central: herencia soviética y nuevos desafíos

Basado en etnografías sobre Uzbekistán (Khorezm) y Kazajstán meridional (estepa del Hambre, Delta del Syr-Daria), este artículo describe, contextualiza y discute cómo las familias rurales de los oasis de Asia central se adaptaron a las condiciones ambientales cambiantes

apoyándose cada vez más en la parentela. Allí en donde las condiciones ecológicas ponían en cuestión la viabilidad de las antiguas prácticas agrícolas, los lazos de parentesco eran importantes en la vida de la gente cuando las disparidades sociales, la inseguridad económica y la vulnerabilidad ambiental aumentaban. Compartiendo un pasado soviético común, la agricultura en dichos oasis actualmente continua sobre vías divergentes debido a los diferentes cuadros económicos y políticos de los Estados independientes. Sin embargo, cualesquiera que sean las políticas adoptadas, la degradación ambiental de las tierras irrigadas es muy elevada en todas partes. Las prácticas agrícolas enraizadas en el parentesco, en oraciones han permitido a las familias rurales de bien adaptarse a los contextos ambientales degradados, pero a veces han empeorado los problemas ambientales preexistentes. No obstante, el parentesco y las redes familiares han conservado una importancia central para hacer frente a las crecientes dificultades de la agricultura irrigada en Asia central.

Palabras clave: Trevisani, Uzbekistán, Kazajstán, agricultura irrigada, degradación de las tierras, descolectivización, familias rurales, agricultura familiar

Tommaso Trevisani
Università di Napoli L'Orientale
Piazza San Domenico Maggiore 12
80134 Napoli
Italia
ttrevisani@unior.it